

Rapport au Conseil national – 12ptembre 2019

Igor Zamichiei – coordinateur du Comité exécutif national du PCF

Cher·e·s camarades,

Heureux de vous retrouver en cette rentrée, à quelques heures désormais de l'ouverture de la fête de *l'Humanité*. Dans ce rapport, je traiterai du contexte international, de la crise financière qui vient, de la situation politique nationale, des grandes batailles politiques des prochains mois et de la façon dont nous pouvons nous y inscrire pour contribuer à ouvrir une alternative politique. J'aborderai également les élections municipales dont la préparation s'accélère dans les fédérations et notre intervention à la fête de *l'Humanité*.

*

Je voudrais commencer par partager avec vous une réflexion personnelle.

Je n'ai pas souvenir, dans mon parcours militant cette dernière décennie, d'avoir été confronté en quelques mois à une telle densité de bouleversements politiques, au plan international comme national, à une bataille idéologique aussi intense que la bataille en cours.

Il y a de la gravité dans ce moment politique.

Au plan international, citons l'escalade de l'affrontement économique et monétaire entre les Etats-Unis et la Chine qui a pris une ampleur considérable cet été, l'accélération de la déforestation en Amazonie, la volonté d'imposer aux peuples les traités de libre-échange (Ceta, Mercosur), les ports fermés à la détresse des migrants, la perspective d'un Brexit sans accord, les résultats records de l'AfD en Allemagne aux derniers scrutins, la situation aux Proche et Moyen Orient en Israël-Palestine, en Iran, en Libye, en Syrie, ou encore au Yémen.

Et au plan national, Emmanuel Macron lance une nouvelle offensive pour maintenir son cap pour la deuxième partie du quinquennat au service d'une minorité de patrons et de financiers, de ces 500 plus grandes fortunes du pays qui, comme le pointait récemment Fabien Roussel, ont vu leur fortune augmenter de 22 % en 2 ans, en hausse de 130 milliards d'euros !

Mais ce cap devient intenable, d'autant plus avec ce nouveau séisme que constitue la mise en examen cette nuit de Richard Ferrand, président de l'Assemblée nationale, pour prise illégale d'intérêts, après treize heures d'audition. Un pouvoir qui a en outre de plus en plus de mal à masquer sa dérive autoritaire, comme en témoignent les révélations de la police judiciaire concernant la mort de Steve Maia Caniço qui contredisent l'enquête de l'IGPN.

Cette poursuite de l'offensive de la classe dominante n'est possible que parce qu'au plan mondial, le camp de la transformation sociale ne parvient pas à saisir des contradictions pourtant grandissantes du capitalisme, à partager ses expériences et à s'unir pour offrir un débouché politique aux aspirations des peuples et des mouvements citoyens qui les animent, alors même qu'une partie de ces mouvements sont puissants et cherchent des formes de luttes contemporaines à la hauteur de l'offensive de la classe dominante.

C'est particulièrement vrai dans notre pays avec l'affaiblissement des forces de gauche à l'issue de la séquence européenne. La France insoumise affronte d'importantes difficultés qui ne vont pas s'arranger avec le procès de Jean-Luc Mélenchon, et le PS et Génération-s peinent comme nous à ouvrir un espace politique pour faire grandir une alternative. Quant à EELV, le manque de clarification dans son rapport au libéralisme et sa volonté hégémonique constituent des freins à la convergence des mobilisations sociales et écologiques.

Au plan international, la conférence internationale des partis communistes et ouvriers à Izmir, en octobre, où se rendra Lydia, le Forum des gauches européennes qui se tiendra les 8, 9 et 10 novembre à Bruxelles et le congrès du PGE en décembre, en Espagne, seront des moments précieux pour comprendre la nature des bouleversements en cours, saisir les potentialités de la période, engager des initiatives communes.

*

Si l'histoire s'accélère, c'est d'abord parce que la crise du capitalisme s'accélère. Pas un jour ne se passe sans qu'un grand quotidien ne traite dans ses colonnes de l'imminence d'une crise financière. Pas une semaine sans que le capitalisme ne soit mis en accusation. Parfois même par ceux qui cherchent à tout prix à maintenir le système, comme en témoigne l'interview de Bruno Le Maire au journal *La Croix*, affirmant « Le capitalisme du XX^e siècle n'est plus viable », ou encore le fait qu'Emmanuel Macron ait placé le G7 sous le thème de la lutte contre les inégalités. Quelle imposture !

La réalité, c'est que jamais banques centrales, états et marchés financiers n'ont été à ce point imbriqués, renforçant sans cesse les cercles vicieux de la croissance financière des capitaux, du chômage, de la déflation sociale et de l'insuffisance de la demande globale. L'endettement mondial a augmenté d'environ 50 % depuis la crise financière, principalement du fait des économies avancées. Pour quel résultat ? Les dividendes ont quasiment doublé en dix ans !

Et toutes leurs tentatives de relance de la croissance et de l'emploi échouent parce que les liquidités déversées sont immédiatement épongées par eux. Ce que nous révèle cette situation, c'est que les transformations systémiques à opérer pour la dépasser sont si profondes que c'est le capitalisme lui-même et son type de régulation qu'il faudrait commencer à dépasser. Impensable pour nos adversaires de classes ! Mais pour nous, cela devrait nous conduire à engager dès maintenant une offensive politique et idéologique de grande ampleur pour aller au devant de cette situation et nous saisir des potentiels de la période pour faire progresser d'autres choix politiques, une nouvelle ambition de civilisation en prise avec les grands défis sociaux et écologiques contemporains.

Nous avons besoin de nous armer idéologiquement et politiquement pour être à la hauteur de ces enjeux. Aussi, je propose que nous tenions, dans les mois qui viennent, une initiative nationale sur la mondialisation économique et financière pour en apprécier tous les aspects et poser les bases d'une réponse politique de notre parti. C'est décisif, si nous ne voulons pas laisser aux capitalistes eux-mêmes le terrain de la critique du système et des solutions politiques. Mais également pour pousser le débat à gauche avec tout ceux qui affirment vouloir dépasser le système actuel, comme vient de le faire Thomas Piketty avec son nouveau livre « Capital et idéologie ». Il ouvre un débat sur les inégalités, sur la nature d'un projet qui viserait une « propriété sociale ». Eh bien, chiche ! Engageons en grand le débat public sur ces enjeux !

Après avoir pointé l'enjeu que constitue la crise financière en gestation, je veux souligner que le principal point d'appui de la période est que, plus que jamais, les conditions de l'unité du salariat contre le capital financier peuvent être réunies. Prenez la bataille en cours à General Electric sur le site de Belfort. Sur ce site, 800 ingénieurs et 800 ouvriers font face ensemble au défi de s'affronter au coût du capital, à une mobilisation commune pour conquérir de nouveaux pouvoirs pour reprendre en main l'avenir de leur entreprise et le leur. Cette mobilisation pointe le besoin d'élaborations de propositions à l'échelle de l'ensemble de la filière énergétique et la possibilité de rassemblements inédits pour de nouvelles institutions au service du développement de cette filière dans notre pays. Si nous voulons être au rendez-vous d'un tel enjeu, nourrir les luttes des salariés, la question des conditions de notre rayonnement, de notre implantation dans les lieux de travail, les entreprises est décisif. C'est la raison pour laquelle, nous consacrerons le prochain Conseil national à cet enjeu avec un rapport d'Aymeric Séassau.

*

J'ai une conviction. Au regard du rapport de force international et national actuel, il n'y a pas de raccourci possible pour construire l'alternative politique.

Dire cela, ce n'est pas prendre acte de notre impossibilité de rassembler nos concitoyens et la gauche pour gagner des avancées politiques.

Mais c'est mesurer, que cela n'est possible qu'à une double condition : un travail sur la société et sur notre corps militant pour identifier les grands défis de la période, les luttes qui les affrontent, les expériences novatrices qui émergent et ré-identifier le PCF dans la société française à une force qui porte une nouvelle ambition de civilisation ; et, simultanément, la volonté de nouer un dialogue ouvert et exigeant, sur les contenus de l'alternative, avec les forces vives du pays, en cherchant à articuler l'intervention conjointe des travailleurs, des citoyens et des forces associatives, syndicales et politiques qui veulent relever le défi de la transformation sociale.

La société française est en ébullition, se mobilise et exprime une demande de changement radical. Une enquête de l'IFOP de mars dernier nous révélait que 39 % des Français-e-s pensent qu'il faudrait « une révolution » pour changer la situation du pays. C'est deux fois plus qu'en Allemagne et trois fois plus qu'en Espagne. Pour être à la hauteur de cette exigence, pour qu'elle ne soit pas dévoyée par les libéraux et l'extrême-droite, nous devons, je crois, en permanence être obsédés par la nécessité de développer des luttes qui ne sont pas uniquement défensives, mais des luttes positives qui font progresser des éléments de contre-projet.

Les points d'appui sont nombreux, tant dans le contenu porté que dans la forme des luttes qui émergent. Dans la mobilisation pour l'école contre les projets du ministre Blanquer. Dans les grèves des services d'urgences à l'hôpital public qui interpellent les patients. « *Ce n'est pas parce que l'on fait grève que vous attendez. C'est parce que vous attendez que nous faisons grève* » disent-ils très justement ! Dans le mouvement des gilets jaunes qui a surgit pour rendre visible les femmes et les hommes que la classe dominante invisibilise depuis des décennies. Dans les marches pour le climat, qui voient la jeunesse s'engager pour dénoncer l'inaction des gouvernements et reprendre en main leur avenir. Dans la lutte des Deliveroo que la multinationale esclavagise pour accroître ses profits en détournant leur aspiration à un travail émancipé du despotisme patronal. Dans les milliers d'actions féministes, de ces jeunes femmes qui recouvrent la nuit les murs de nos villes pour qu'on oublie pas ces femmes victimes de féminicides, pour que les consciences s'éveillent contre cette barbarie patriarcale et agissent ensemble pour obtenir des

moyens. Pas un million d'euros comme le propose la communicante Marlene Schiappa, mais un milliard d'euros ! J'en profite pour vous annoncer que nous travaillons à la construction d'une grande initiative féministe du Parti pour l'égalité à la veille du 8 mars prochain.

Avec la bataille pour un referendum contre la privatisation d'ADP, nous avons une possibilité concrète de mettre en difficulté le gouvernement. Parce qu'il s'agit avant tout d'une question démocratique et que l'aspiration de notre peuple à décider est plus forte que jamais. Après des décennies de ravages néolibéraux, le peuple français a la possibilité de s'exprimer sur une privatisation. Plus de 700 000 de nos concitoyen-ne-s ont déjà signé pour obtenir un referendum. Le creux de l'été ne doit pas nous donner le sentiment que la bataille est achevée. Nous sommes loin d'avoir épuisé les possibilités. Comme nous allons le faire à la fête de *l'Humanité*, nous devons donc accélérer notre mobilisation politique pour passer au plus vite le cap des un million de signatures. Le stand national des communistes et le stand des parlementaires en feront une priorité. Nous devons donner de la visibilité à cette bataille dans le pays car la majorité de nos concitoyen-ne-s manquent d'information sur cette possibilité de referendum. Dans nos départements, là où des camarades sont intéressés à cette bataille, mettons les en responsabilités, créons des comités locaux, organisons des initiatives publiques. Pourquoi, par exemple, ne pas tenir des meetings, là où les camarades le souhaitent, leur donner une dimension nationale qui valorise la portée de cette bataille. Et nous pourrions bien être surpris du résultat car la colère de nos concitoyen-ne-s peut très bien trouver dans cette initiative un débouché immédiat, à la portée de chacune et de chacun, pour sanctionner le pouvoir.

Avec la mobilisation de l'hôpital public et la grève des urgences qui s'est étendue cet été à tout le pays, nous pouvons également engager en grand le débat dans le pays sur le service public de santé. La grève va se poursuivre parce que les annonces de la ministre Buzyn sont très loin des besoins. Au regard des coupes budgétaires imposées aux hôpitaux par le gouvernement Macron ces 2 dernières années (1,5 milliard en moins en 2018 et 910 millions en moins en 2019), les 754 millions, sur 3 ans, annoncés sont en effet loin de faire le compte ! Le premier enjeu, c'est d'entrer en contact avec tous les personnels mobilisés dans nos départements, écouter leurs revendications, les nourrir de nos propositions, dans le prolongement du tour de France engagé par nos parlementaires pour montrer qu'une alternative existe à la marchandisation de la santé. Le 4-pages élaboré par nos deux groupes parlementaires, qui sera distribué à la fête de *l'Humanité*, propose des solutions concrètes contre les désert médicaux par la régulation de l'installation des médecins, pour l'accès aux soins, pour les Ehpad, la psychiatrie, le secteur du médicament et des pistes de financements.

En lien avec ces batailles, nul doute que le grand enjeu de cette seconde partie du quinquennat d'Emmanuel Macron, sera la bataille des retraites.

Engageons dès à présent cette bataille, aux côtés des syndicats mobilisés, pour contribuer au succès de la journée d'action du 24 septembre. L'enjeu de cette réforme n'est ni plus ni moins que celui de notre sécurité sociale : avec le projet gouvernemental de retraite par points, on sortirait de notre système de solidarité. Et nul doute que ce coup porté à la Sécurité sociale en serait suivi de nouveaux.

Il nous faut donc engager une grande campagne de décryptage de ce projet sur le système de calcul des droits et les inégalités qu'il va générer, la modification de la valeur du point pour baisser les pensions et maintenir un plafonnement des dépenses de retraites à 14 % du PIB. Le report à plusieurs reprises de cette réforme par le gouvernement montre la fébrilité du pouvoir et de

nombreuses enquêtes témoignent de notre potentiel de rassemblement. La manœuvre visant à mettre en avant un accord sur la durée de cotisation, plutôt que sur l'âge de départ, vise à élargir le soutien au projet, tant dans l'opinion publique qu'au sein de la CFDT.

Edouard Philippe précisera ce soir, au 20h de TF1, les intentions et le calendrier du gouvernement qui veut afficher un changement de méthode censé montrer que le gouvernement a tiré des enseignements de la crise des gilets jaunes et souhaite une consultation large pour réaliser ses arbitrages. Mais de quels arbitrages parle-t-on ? Le cœur de la réforme ne sera pas remis en cause sans un mouvement social puissant.

Nous devons donc lancer dès maintenant une contre-offensive pour montrer que des alternatives existent pour garantir à chacune et chacun un véritable droit à la retraite et pour travailler des convergences avec les autres forces de gauche autour d'un contre-projet unitaire.

En liaison avec ces luttes sociales, nous devons franchir un cap dans notre mobilisation pour le climat.

Les événements de l'été, marqués notamment par les feux de forêts en Amazonie, dont la déforestation a doublé cette année par rapport à l'année précédente, mais aussi le débat grandissant sur les conséquences du Ceta sur l'environnement, témoignent de l'importance de la semaine d'action sur le climat que se tiendra du 20 au 27 septembre. Notre premier objectif doit être de réussir une large participation des communistes aux marches qui se tiendront le 21 septembre, partout en France. Ces marches seront également l'occasion de porter un message de paix puisque ce sera également la journée internationale pour la paix.

Ces mobilisations sur le climat, le désarmement et la paix pointent conjointement le besoin de nouveaux modes de production, de développement et de consommation. Aussi, la bataille contre les accords de libre-échange est essentielle : le Ceta passe au Sénat le 4 novembre, le Mercosur n'est pas encore ratifié : nous avons donc plusieurs semaines de mobilisation pour les mettre en échec, tout en portant la nécessité de nouvelles coopérations d'un tout autre type. A Paris, nous appelons tous les militant·e·s d'Ile-de-France à participer à un cortège de notre parti portant le mot d'ordre « Ni Ceta, ni MERCOSUR », aux côtés de Fabien Roussel et des parlementaires disponibles. Et j'attire votre attention sur le colloque international sur la paix et le désarmement nucléaire qui se tiendra le 26 septembre, à l'Assemblée nationale.

Au delà de la marche climat, est posé l'enjeu de l'intervention durable, visible et structurante de notre parti sur l'enjeu écologique. C'est un enjeu décisif pour nous communistes. D'une part, parce que le défi écologique est l'un des principaux défis de civilisation que nous avons à affronter. D'autre part, parce que si nous ne traitons pas cette question à la hauteur, les capitalistes verts pourraient dévoyer les mobilisations citoyennes en la matière. Nous devons donc considérablement amplifier la bataille idéologique et politique et nos initiatives sur la nature de la transition écologique à conduire et entrer en grand en dialogue avec les mobilisations pour la justice climatique et l'ensemble des enjeux environnementaux. Ne pas verdir artificiellement notre discours, car ce serait accélérer le dévoiement des exigences dans le capitalisme vert, mais bien élaborer et partager une ambition de civilisation qui réunisse les exigences sociales et écologiques, en élevant le débat politique sur la nécessaire transformation de notre mode de production.

*

Bien évidemment, il ne s'agit pas, pour les directions départementales du Parti, de mener de front tous ces enjeux au risque de survoler chacun d'eux, d'autant que, j'y reviendrai, les élections municipales constituent un enjeu majeur pour notre parti et vont demander beaucoup d'énergie. Cherchons plutôt à construire des réseaux d'actions à l'échelle nationale sur toutes ces questions qui donnent des outils à chaque adhérent·e qui le souhaiterait de s'engager dans l'une de ces batailles politiques. Quand cela est possible, travaillons à mettre en place des responsables de ces batailles dans les départements qui puissent animer l'activité sans que tout passe nécessairement par les secrétaires départementaux. Et nationalement, nous travaillerons à valoriser les initiatives les plus novatrices et rassembleuses, à mettre en avant des camarades pour porter l'ambition du Parti, à rendre visible notre intervention politique dans ces différentes batailles et à les ancrer dans la durée.

A partir de chacune de ces luttes, construisons avec leurs acteurs des solutions politiques qui répondent aux revendications exprimées, des propositions crédibles, en lien avec les grandes transformations révolutionnaires que nous portons. Nous avons un an, un an et demi tout au plus mes camarades, pour faire qu'une ou plusieurs de ces luttes débouchent sur des victoires. Pour montrer qu'il existe un projet crédible qui affirme qu'il est possible d'augmenter les salaires et les minimas sociaux, de poursuivre l'œuvre d'Ambroise Croizat pour construire une Sécurité sociale du XXI^e siècle qui assure, de la naissance à la mort, les conditions d'une vie digne, débarrassée du chômage et de la précarité. Un projet qui porte l'ambition d'une renaissance industrielle de la France et d'un âge d'or des services publics qui garantissent la réponse aux besoins sociaux et une révolution écologique de notre mode de production et de consommation. Une France qui ouvre de nouveaux chemins d'humanité comme nous y invite cette édition de la fête, au sens où la violence patriarcale ou raciste reculerait à mesure que l'éducation, la culture seraient inscrites dans notre quotidien. Une France hospitalière et fraternelle qui promeut la paix et la coopération entre les peuples.

Dans le prolongement de l'élaboration des dix propositions, nous pourrions viser, d'ici à l'automne prochain, la construction d'un manifeste pour la France, d'un projet qui ne serait pas seulement le nôtre parce qu'il serait ancré dans les luttes et les aspirations qui grandissent dans ce quinquennat, avec la volonté de le mettre en débat auprès de tous nos concitoyen·ne·s, des forces sociales et des partis qui partagent notre volonté de transformation sociale pour construire une union politique et populaire pour le porter. Un projet qui porte une nouvelle ambition de civilisation, qui nous projette vers l'avenir et cela l'année même de notre centenaire.

*

Avant de conclure sur la fête de *l'Humanité* qui sera inaugurée ce soir, je veux dire que l'issue des élections municipales, et la composition des nouvelles majorités dans les intercommunalités et métropoles, vont beaucoup compter pour faire progresser cette ambition pour la France.

Les innovations sociales, écologiques que nous portons dans les communes, et notre capacité à réinventer la démocratie dans la proximité, la combativité de nos élu·e·s, sont des atouts considérables pour notre pays. L'offensive actuelle contre les communes visent à en finir avec ces contre-pouvoirs potentiels qu'elles représentent face au capital financier et au pouvoir national actuel.

Les maires de Seine-Saint Denis qui ont déposé un recours contre l'État pour rupture d'égalité, les maires du Val-de-Marne, appuyés par le président du Conseil départemental, Christian Favier, qui

ont décidé d'arrêter les glyphosate montrent l'utilité des élu-e-s communistes. Et combien d'avancées obtenues partout en France par nos élu-e-s dans ce mandat qui s'achève, du logement social à l'extension de la gratuité dans les transports, des équipements publics à la promotion de la culture, du sport, du droit aux vacances, de la rénovation thermique des logements à l'alimentation de qualité, aux circuits courts pour la restauration scolaire ?

Ces derniers jours dans les fédérations, la préparation des élections s'accélère. Pour mieux partager ce que nous portons dans nos communes, le secteur élections mettra en place la semaine prochaine une bibliothèque numérique à disposition des organisations locales du Parti. Notons par ailleurs que les comptes de campagne sont ouverts depuis le 1^{er} septembre. Dans cette période de désignation de nos chefs de file ou têtes de liste, d'échange avec les autres forces politiques locales, nous devons veiller à transmettre toutes les informations utiles au secteur élections, en particulier sur la situation dans les grandes villes. Les rapports de force politiques en vue de ces élections évoluent en permanence et nous avons besoin de réactivité et de coordination. Au niveau national, de nouvelles rencontres se tiendront dans les prochains jours avec les forces de gauche et écologistes.

Et nous avons besoin de partager et de valoriser nationalement ce qui est en construction dans les communes, tant dans le contenu des projets portés que dans les démarches de rassemblement initiées. Nous pourrions d'ailleurs tenir, en novembre prochain, une initiative nationale de travail avec les équipes locales qui animent les campagnes. Si nous aurions tort de nationaliser les élections municipales, je crois néanmoins que nous devons également réfléchir à séquencer notre intervention politique nationale d'ici à mars prochain autour de quelques thématiques qui font l'originalité de nos projets municipaux. Et bien évidemment, le congrès de l'ANECR, les 4 et 5 octobre prochains, sera également un moment important.

*

Tous les enjeux que je viens d'évoquer marqueront notre intervention à la fête de *l'Humanité* tout au long de ce week-end dans laquelle nous avons décidé de faire de la bataille pour l'obtention d'un référendum sur ADP une priorité. Et nous mettrons également du matériel à disposition des camarades sur la fête pour la bataille pour l'hôpital public.

C'est une très belle édition qui s'annonce et c'est décisif pour le journal. Plus que jamais, nous placerons au cœur de la fête le soutien au journal car nous savons à quel point son existence est un atout pour notre combat politique. Il suffit de prendre l'édition du jour qui, en dénonçant la politique de Netanyahu, qui s'acharne contre le peuple palestinien, montre une nouvelle fois la singularité et l'utilité de ce grand quotidien.

Ouvrir de nouveaux chemins d'humanité, c'est le thème de cette édition qui verra la participation de dirigeants associatifs, syndicaux, de représentant-e-s de toutes les forces de gauche, de nombreuses personnalités comme Dilma Rousseff, ancienne présidente du Brésil, que nous aurons le plaisir d'accueillir, samedi. Samedi à partir de 15h, le meeting constituera un moment fort de la fête, Fabien Roussel y prononcera un discours important qui donnera le sens de l'engagement des communistes en cette rentrée.

Je crois que nous pouvons être fiers de la mobilisation autour de la vente du bon de soutien, car nous sommes en train de réussir à atteindre, et j'espère dépasser, l'objectif de 10 000 bons de soutien supplémentaires vendus par rapport à l'année dernière. Aujourd'hui même, des milliers de

bons de soutien sont en train d'être diffusés. Cet engagement des communistes est indispensable au journal. Sans cet engagement, sans l'énergie déployée pour monter les stands de nos sections et fédérations et les faire vivre pleinement pendant trois jours, *l'Humanité* ne pourrait pas proposer une telle fête.

La fête de *l'Humanité* est un moment privilégié pour proposer l'abonnement au journal et renforcement de notre organisation. Celles et ceux qui luttent depuis des mois, et au-delà beaucoup de femmes et d'hommes de gauche, cherchent des espaces pour participer à la construction de l'alternative au duo Macron-Le Pen. Fabien Roussel, dans son intervention à l'université d'été du PCF, a appelé à aller à leur rencontre pour confronter nos idées, partager des expériences de luttes, et naturellement leur proposer de prolonger leur engagement en adhérant au PCF. Près de 2000 personnes ont rejoint notre parti à l'occasion des élections européennes ! Alors, soyons confiants dans notre capacité à convaincre, à montrer ce que nous sommes : un collectif militant démocratique, ouvert, joyeux, fraternel et offensif pour construire un communisme contemporain. Cet enjeu du renforcement de notre parti, au-delà même de la fête, doit être placé au cœur de notre activité militante dans les grandes batailles que nous engageons et les élections municipales. Et, indissociablement, sur l'enjeu de la souscription et de la cotisation qui demande des gestes d'animation précis dans nos départements. C'est je crois une condition de notre succès.

Je veux saluer l'engagement tous les camarades, tous les monteurs qui sont sur le chantier depuis plusieurs jours et semaines et qui vont faire vivre cette fête et nationalement, et remercier particulièrement Nathalie Simonnet pour son rôle dans l'animation de la bataille du bon de soutien ainsi que Marie-Jeanne Gobert qui a coordonné la programmation politique du stand national, Julia Castanier et toute l'équipe de la communication nationale, Lydie Benoist et les équipes d'accueil sécurité et tous les dirigeant.e-s et salarié.e-s du siège qui se sont dépensé.e-s sans compter pour faire vivre cette fête.

Voilà cher.e-s camarades, les réflexions et propositions que je souhaitais partager avec vous.